



50
ANS

Au service des peuples et des nations.

Réunion ministérielle pour le 50^e anniversaire du PNUD

Salle de l'Assemblée générale des Nations Unies, New York, 24 février 2016,

15 h 45 – 16 h 45

PRÉSENTATION DE LA SESSION VII

Financer les ODD

Introduction

Pour réaliser les objectifs ambitieux énoncés dans l'Agenda 2030, il faudra disposer de ressources financières nouvelles et nettement supérieures aux flux actuels de financement du développement. Le consensus que représente le Programme d'action d'Addis-Abeba reconnaît l'importance d'utiliser toutes les sources de financement existantes – nationales et internationales, publiques et privées, bilatérales et multilatérales, ainsi que les sources de financement nouvelles – de façon complémentaire et cohérente.

À l'échelle planétaire, le tassement de la reprise économique et les crises actuelles, qui ont aussi un coût humanitaire, continuent de peser sur le financement international du développement. L'accès des pays à ce financement dépend de leur niveau de développement. Certains sont davantage tributaires que d'autres de l'aide publique au développement (APD).

Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), en 2013, l'APD a représenté 51 % du total des ressources¹ des pays les moins avancés (PMA), contre 14 % pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et 6 % pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Si l'on veut réaliser l'Agenda 2030, il est essentiel d'enrayer la baisse de l'APD destinée aux PMA, tout en maximisant la capacité de cette aide à générer des flux financiers supplémentaires, notamment en combinant l'ADP aux fonds publics et privés non concessionnels.

¹ Ce total englobe l'APD (APD bilatérale et flux concessionnels multilatéraux), les flux non-APD (autres flux d'aide publique au développement, crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public selon les modalités du marché et dons privés) et envois de fonds [<http://www.oecd.org/dac/stats/beyond-oda.htm>].

Estimée à 20 millions de dollars en 2013, la coopération Sud-Sud est devenue un important complément à la coopération pour le développement². De même, la création de nouvelles institutions publiques de financement du développement, telles que la New Development Bank, l'Asian Infrastructure Investment Bank et d'autres institutions régionales, offre des opportunités nouvelles pour faire avancer la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) grâce au financement public international. Les sources de financement nouvelles et complémentaires gagnent en importance à mesure que la part de l'APD décroît.

Au niveau national, la mise en œuvre du nouvel Agenda 2030 s'inscrira dans le cadre existant de la politique publique. Néanmoins, la plupart des priorités sont déjà définies, et les investissements à long terme décidés, ce qui limite potentiellement l'espace budgétaire nécessaire à l'introduction de nouveaux programmes ou de nouvelles initiatives, du moins à court terme. Il ne sera donc pas simple de savoir par quoi commencer, ni de concilier les engagements à court terme et les investissements à long terme requis pour les ODD.

Les pouvoirs publics devront notamment élaborer des solutions de financement de l'Agenda 2030 – sans dépasser les limites des ressources nationales et internationales, ni accumuler de la dette à un niveau intenable – qui attireront les investissements et les orienteront de façon à produire des effets bénéfiques conjoints et des effets multiplicateurs favorisant la réalisation des ODD.

Par exemple, les investissements qui permettent aux ménages à bas revenus d'accéder à des énergies propres pourraient créer des externalités positives, sous la forme d'une amélioration de l'état de santé ou d'une progression des revenus. De plus, pour que les ressources mobilisées aient un impact sur le développement, il faudra les allouer et les utiliser efficacement.

Objectif

L'objectif général de cette session est de permettre aux ministres de discuter des opportunités et des défis liés au financement des ODD. Plus précisément, les panélistes et les participants chercheront à répondre aux questions suivantes :

- Quelles sont les solutions de financement optimum dont disposent les pays qui affichent des niveaux de revenu différents (pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, pays à revenu faible) et qui présentent des caractéristiques particulières (PMA, pays en développement sans littoral, petits États insulaires en développement) pour mettre en œuvre l'Agenda 2030 ?
- Comment mettre à profit les nouvelles sources de financement du développement ?
- Comment assurer un accès plus large et équitable aux ressources des fonds mondiaux (financement climatique, santé, etc.) et aux nouveaux instruments de financement (financement mixte) et gérer ces ressources ?
- Comment doter le système des Nations Unies pour le développement de moyens suffisants pour soutenir l'Agenda 2030 et aider les pays à accéder aux ressources nécessaires à la réalisation des ODD ?

² [Nations Unies \(2015\), Taking Stock of the Global Partnership for Development MDG Gap Task Force Report 2015.](#)

Résultat attendu

À l'issue de cette session, les participants comprendront mieux :

- le large éventail des solutions de financement qui s'offrent aux pays, dans différents contextes, pour atteindre les ODD, et
- comment le système des Nations Unies pour le développement peut aider de manière optimale les pays à financer les ODD de manière efficace et à utiliser avec efficacité les sources et instruments de financement disponibles.

Format

Le format des discussions dans le cadre de cette session est de type Davos : un modérateur présente brièvement les objectifs et pose des questions à chaque panéliste, avant d'inviter l'auditoire à intervenir.